



## Edition spéciale de la Lettre d'information de l'Alliance, Octobre, 2010

|   |    |
|---|----|
| 1. Mot de Bienvenue.....  | 1  |
| 2. Avant-propos du Président de l'Alliance.....                         | 2  |
| 3. Fisho Mwale décide de s'arrêter .....                                | 3  |
| 4. Rapports des chapitres nationaux d'AMICAALL.....                     | 4  |
| 5. The Secretariat dit son mot .....                                    | 10 |
| 6. Forum des donateurs/ Partenaires au développement .....              | 13 |
| 7. Révision de la Constitution de l'Alliance .....                      | 14 |
| 8. Résumé des questions et décisions clés des réunions statutaires..... | 17 |



### 1. Mot de Bienvenue

Cette *Edition spéciale* de la Lettre d'information de l'Alliance est présentée pour transmettre les informations et décisions importantes prises lors des réunions statutaires et autres de l'Alliance tenue à Pretoria, en République d'Afrique du Sud, du 4 au 10 août 2010.

Des processus de gouvernance efficaces sont essentiels pour faciliter et sous-tendre l'atteinte des objectifs de l'Alliance ; particulièrement la mise en œuvre des programmes locaux pour répondre à l'impact du VIH/SIDA. Les réunions ont donné l'occasion à tous les niveaux des structures dirigeantes de l'Alliance de s'assembler, partager les informations et apprendre, s'engager dans des dialogues de politique, déterminer la future

direction de l'organisation et remplir les exigences constitutionnelles.

*Les coordinateurs nationaux* (désormais directeurs de programmes) des programmes d'AMICAALL se sont réunis pendant deux jours pour présenter des rapports de progrès, des expériences et apprendre, et parler des plans d'avenir.

*Le Comité technique permanent*, qui a rassemblé les partenaires techniques se sont rencontrés pour envisager des plans de fonctionnement et de travail d'avenir, des budgets et des questions administratives, et exercer son mandat qui consiste à conseiller les Comité de coordination (désormais Conseil exécutif).

La réunion du *Comité de coordination* (appelé désormais le Conseil exécutif) s'est tenue pour qu'il

exerce sont mandat constitutionnel de soutenir la mise en œuvre des objectifs globaux de l'Alliance ainsi fournir une direction politique et la coordination d'activités.

En plus, un *Forum de donateurs/ partenaires au développement* a eu lieu en marge des réunions statutaires où l'occasion s'est présenté de renforcer les capacités de l'organisation à travers l'établissement des relations de travail avec des donateurs potentiels en vue de renforcer la base de soutien de l'Alliance.

Enfin, l'organe de prise de décision suprême de l'Alliance, l'*Assemblée générale*, a tenu sa réunion triennale de tous les membres de l'Alliance.

Une gamme de questions stratégiques a été considérée lors de ces réunions. Celle-ci inclut une évaluation des plans de fonctionnement, les partenariats stratégiques, l'expansion des programmes et de l'adhésion, des amendements de la constitution de l'Alliance, le rôle évolutif du Secrétariat et le partenariat avec Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLUA). Nous reviendrons avec force détail sur ces dernières questions dans les articles paraissant dans numéro spécial de la lettre d'information.

L'élection d'une nouvelle équipe dirigeante pour les trois années à venir, avec à sa tête M. le maire Peter Muwanga de l'Ouganda, est un fait spécial à noter. Le co-fondateur est membre d'honneur de l'Alliance, Fisho Mwale, aussi a fait ses adieux à son mandat officiel lors de l'Assemblée générale après plusieurs années de service dévoué. Les discours de nos présidents entrant et sortant et un hommage à Fisho sont aussi inclus dans cette édition.

Dans l'ensemble, les réunions de l'Alliance se sont déroulées avec succès et ont démontré que la gouvernance de l'organisation est vibrante, efficace et passionnément engagé aux objectifs de

l'organisation et aux autorités et parties prenantes locales que nous servons. Des informations supplémentaires suivront.

## **2. Avant-propos du Président de l'Alliance**

---



**Le Président de l'Alliance, M. le Maire Peter Muwanga**

Il y a une décennie, je ne voyais aucun rôle pour un dirigeant politique dans la lutte contre le VIH/SIDA. Après tout, le SIDA est une maladie ou un problème de santé à mieux laisser aux experts – les médecins formés, les professionnels de santé et les assistants sociaux. Quel rôle pouvais-je voir en ce moment là ? Je crois que je n'étais pas le seul à penser ainsi. Le mieux que mes collègues politiciens et moi pouvions faire étaient d'assister aux funérailles où nous recevions en privé des commentaires sur la cause du décès de défunt membre de famille ou ami comme étant lié au SIDA. Nous pouvions jamais exprimer de telles pensées en publique. C'était l'anathème d'une attribution de la mort au VIH/SIDA. Il était à l'époque politiquement incorrecte de déshonorer votre membre de famille ou ami par des tels propos publics. Il y avait aussi des considérations liées à l'héritage du veuf/ de la veuve et aux coutumes traditionnelles. Il était plus prudent de tenir un discours funéraire qui ignorait le vrai problème – le SIDA.

Au cours de l'an 2000, AMICAALL est venu avec un message direct simple vers nous les responsables

municipaux. *Impliquez-vous. Vous êtes influents dans votre communauté alors dites et faites quelque chose à propos du fléau. Ca peut faire la différence.* En Ouganda, le Président de la République est venu avec une déclaration claire qui a été acclamé partout dans le monde. Ce rôle de leadership national ne s'est jamais filtré jusqu'au niveau municipal. Nous étions trop préoccupés par les routes, les ordures, l'éclairage public et d'autres sujets.

L'Alliance est ensuite devenue un important véhicule dans la mobilisation des dirigeants locaux dans la lutte contre le VIH/SIDA. Le lien entre la gouvernance et des interventions bonnes et efficaces contre le VIH/SIDA est un acquis. Des dirigeants engagés et plein d'énergie peuvent et ont en effet un rôle significatif sur les interventions dans leurs circonscriptions respectives.

Tous les acteurs dans la lutte contre le VIH/SIDA existant ne se sentent pas seulement bien quand les dirigeants locaux apprécient leur travail mais ils sont aussi encouragés par la reconnaissance et la participation à leurs activités. Dans d'autres domaines, les dirigeants locaux jouent un rôle vital en coordonnant les interventions des différentes parties prenantes. La coordination et le partage de l'information est clé dans ces interventions et les dirigeants locaux sont mieux indiqués pour ce rôle.

Les responsables locaux contrôlent aussi les ressources locales. Ils ont un personnel et quelques financements limités qui peuvent être utilisés pour des interventions modestes. Ces interventions incluent l'assistance à ceux affectés et infectés et la participation aux programmes de sensibilisation. Des dirigeants locaux autonomisés et engagés peuvent et créent en effet des appuis budgétaires pour les interventions de lutte contre le VIH/SIDA. Ces dirigeants peuvent aussi avec faire du lobby envers les gouvernements centraux et d'autres

partenaires pour des activités de lutte contre le VIH/SIDA significatives.

Il est impératif que nous utilisons toutes les pistes pour faire compter le leadership local dans l'ère où le VIH/SIDA ravage le continent.

### 3. Fisho Mwale décide de s'arrêter



Co-fondateur de l'Alliance et l'un des trois membres d'honneur, M. Fisho Mwale, a annoncé à la réunion du Conseil exécutif qu'il va se retirer de son poste officiel à l'Alliance. Fisho a occupé a assumé des fonctions dans les structures dirigeantes de l'Alliance depuis sa création, et est largement reconnu comme étant instrumental dans la mise en place de l'Alliance.

"Il est temps pour du sang neuf et des idées fraîches. Ce fut un honneur pour moi de servir l'Alliance et c'est avec profonde passion que je m'écarte. Je pars tout en croyant en l'Alliance" a déclaré Fisho lors de la réunion.

Fisho, en tant que Maire de Lusaka de l'époque, avait commencé sa participation à Lusaka lors de la session spéciale qui fut organisée à la Conférence internationale sur le SIDA à Abidjan en 1997 et organisée par le Maire d'Abidjan et co-fondateur de l'Alliance, M. Ernest N'koumo Mobio et le PNUD. Ce fut lors de ce symposium sur le VIH et le rôle des collectivités locales que des maires ont exigé la mise en place d'une Alliance et ont publié la Déclaration d'Abidjan.

Ceci fut suivi d'une autre session spéciale au premier Sommet d'Afrités en 1998, à Abidjan aussi; où plus de 100 maires africains se rassemblé pour lancer officiellement de l'Alliance. Ce fut lors de cette réunion que, en partageant son histoire personnelle, Fisho mit une face humaine à

l'épidémie et motiva ses collègues maires à agir pour s'occuper des impacts du VIH/SIDA sur les communautés locales. Fisho a prôné passionnément et pratiquement que les collectivités locales soient impliquées activement dans la lutte contre le VIH/SIDA depuis.

Fisho a aussi joué un rôle significatif au second Sommet d'Africités en 2000 pendant la session spéciale sur le VIH/SIDA lors de cette réunion. Le Premier ministre de Namibie annonça que le gouvernement de Namibie et la ville de Windhoek avaient offert de disposer des bureaux qui abriteraient le secrétariat régional de l'Alliance. Fisho est instrumental dans la mobilisation du soutien.

Fisho était un membre très actif du Comité de coordination de l'Alliance depuis sa création. Il a aussi soutenu le Secrétariat de l'Alliance pendant des périodes difficiles; ses compétences de gestion hautement efficaces. Il a aussi identifié la Directrice exécutive actuelle qui a rejoint l'organisation pendant une période difficile et a fait un travail exceptionnel.

Fisho a aussi tendu la main à plusieurs collectivités locales en Afrique et s'est rendu disponible pour représenter l'Alliance sur les plans régional et international. Il a aussi aidé à la création d'un équilibre entre les membres africains francophones et anglophones et il a travaillé dur pour s'assurer que l'Alliance soit une.

Dans son pays, Fisho a aussi travaillé dur pour mettre en place le programme AMICAALL Zambie très réussi. Il a été fait membre d'honneur en 2005 pour sa contribution à AMICAALL en Afrique et en Zambie. Il est actuellement le seul membre d'honneur d'AMICAALL Zambie.

L'ancienne directrice du Programme de partenariat ONU AMICAALL, Mina Mauerstein-Bail, a déclaré :

Edition spéciale de la Lettre d'information de l'Alliance, Octobre, 2010

“Je me rappelle que lorsque nous étions en train de mettre en place le programme AMICAALL Zambie, grâce aux efforts de Fisho, le PNUD a apporté un soutien à la mise en place du programme AMICAALL. Il a beaucoup aidé dans le travail de terrain et la mise en marche du programme AMICAALL en Zambie.”

Mina a aussi déclaré que Fisho mettait en application son poste de Maire de Lusaka pour aider à sensibiliser les autres maires en Zambie sur les questions du VIH/SIDA et d'AMICAALL.

A travers son engagement fort, Fisho a aidé à la mise en place de l'Alliance et à son appui pendant ses années de formation. Il a apporté une contribution hautement significative à cet effort par la suite, et a donné de son temps et de son énergie librement. Ses efforts furent reconnus par les membres de l'Alliance lorsqu'on a fait de lui un membre d'honneur en 2003; des membres qui expriment maintenant leur sincère appréciation à Fisho Mwale pour ses contributions sans relâche et importantes à l'Alliance. Les membres attendent avec impatience la participation continue de Fisho à l'Alliance en tant que membre d'honneur respecté.

#### **4. Rapports des chapitres nationaux d'AMICAALL**

---

Les accomplissements, défis et opportunités importants des chapitres nationaux d'AMICAALL ont été résumés lors de la réunion de deux jours des directeurs de programme pays (CPDs) des neufs pays membres. Lors de la rencontre, les CPDs ont présenté des rapports de progrès sur les accomplissements au courant des deux années passées, ils ont partagé des expériences, ils se sont engagés dans le réseautage et ont parlé des programmes d'avenir.

La réunion a offert l'occasion de mettre un accent sur ce qu'avaient accompli les programmes qu'AMICAALL sur le terrain et parler des questions d'intérêt mutuel entre les CPDs et le Secrétariat de l'Alliance.

Ce qui suit est une esquisse des accomplissements de chaque chapitre, tel que présenté par le CPDs, suivi d'une analyse du progrès effectué. D'autres détails sont disponibles sur le site Web d'AMICAALL.

### Cameroun

Depuis sa mise en place en 2006, AMICAALL Cameroun a maintenant 230 municipalités membres et a clairement rehaussé la conscientisation, le leadership et l'appropriation dans la réponse locale contre le VIH/SIDA à travers ses programmes de développement.



***Le personnel du Secrétariat de l'Alliance et les directeurs de programme pays qui étaient présents aux réunions statutaires en août 2010, à Pretoria***

Des Equipes municipales de lutte contre le VIH (MHTs) ont été mis en place dans 70 municipalités et à travers ceux-ci, 700 chefs de communautés, y compris 375 femmes ont été formés. Ces dirigeants ont atteint 26000 personnes dans la conscientisation au courant des deux années

dernières. Un total de 14500 a subi un dépistage et des conseils, dont 7,34% ont eu des résultats positifs, grâce à ce programme. Les profils et les directeurs de service municipaux ont été préparés dans 70 collectivités locales.

D'autres initiatives incluent la préparation et la dissémination de trousse à outils et lignes directrices sur les informations sur le VIH et le SIDA, des réponses locales stratégiques, le genre et des opportunités économiques. Ensemble avec des organisations partenaires, les collectivités locales camerounaises ont apporté du soutien à 12000 orphelins et enfants vulnérables et travaillent avec 130 groupes de PLWHA sur le stigmatisme, le leadership et la génération de revenus.

### Côte d'Ivoire

L'un des premiers à être mis en place en 1999, AMICAALL Côte d'Ivoire s'est concentré sur le renforcement de capacités de collectivités locales dans la planification participative, l'incorporation des différents besoins de la femme et de l'homme et le partage d'informations et d'expériences.

Malgré les défis émanant de la crise civile dans le pays et les contraintes économiques, AMICAALL Côte d'Ivoire et ses partenaires ont pu faciliter la mise en place de 85 centres de Conseils et Dépistages Volontaires (VCT), la création de 50 cellules d'information municipales sur le VIH/SIDA et ont initié un processus d'intégration du VIH/SIDA et du genre dans les plans de développement municipaux.

Abidjan a aussi été sélectionné par le PNUD comme lieu du Pole thématique sur la technologie de l'information et de la communication, mené par AMICAALL.

## Kenya

Lancé en 2004, AMICAALL Kenya a facilité la mise en place de 135 Comités municipaux d'AMICAALL, chacun avec sa propre structure et lignes budgétaires pour les réponses locales au VIH/SIDA.

Les programmes en cours de mise en œuvre par ces comités incluent la sensibilisation des dirigeants de collectivités locales, le plaidoyer et le lobby de décideurs importants sur l'importance des réponses locales au VIH/SIDA, le réseautage et l'appui à des politiques de lieu de travail, des profils municipaux et des directions de services.

## Mali

AMICAALL Mali, mis en place en 2002, inclut toutes les 703 municipalités et le District de Bamako et jouie de l'adhésion de 10177 élus locaux. Le plan stratégique d'AMICAALL Mali est formulé sur les mesures de rehaussement de la prévention équitable, améliorer la surveillance, augmenter l'accès au traitement, régler l'inégalité des sexes et les impacts sociaux de l'épidémie et promouvoir les partenariats.

A ce jour, les programmes d'AMICAALL ont été mis en œuvre dans 63 municipalités où chacune de ces municipalités élabore un plan d'action inclusif de réponse au VIH/SIDA. Approximativement 125 parties prenantes des communautés par an ont été formées sur le plaidoyer et les réponses locales. Les publications produites incluent 12 profils municipaux et directions de service, une lettre d'information régulière, un cas d'étude d'AMICAALL Mali et une trousse à outils pour les maires sur les réponses locales.

## Namibie

AMICAALL Namibie, lance en 2002, comprend toutes les 54 collectivités locales urbaines. Le programme a facilité la mise en place des politiques et des programmes de lieu de travail sur le VIH/SIDA dans 15 municipalités. Le programme a aussi organisé une formation sur le plaidoyer et le développement des dirigeants pour les dirigeants et fonctionnaires de collectivités locales pour renforcer les capacités de planification, de mise en œuvre et de contrôle. L'évaluation de l'impact du VIH/SIDA a été menée dans 10 municipalités et le programme Renforcement de capacités communautaires (CCE) dans 23 communautés locales pour informer la planification.

L'intégration des programmes d'AMICAALL sous une stratégie de lutte contre le VIH/SIDA avec des partenariats rehaussés, et la mobilisation de ressources sont des priorités clés d'AMICAALL Namibie. L'adhésion au Mécanisme de coordination pays (CCM) du Fonds mondial et les programmes CCE sont des facteurs importants de réussite.

## Swaziland

Toutes les 12 collectivités locales urbaines sont membres actifs d'AMICAALL Swaziland. Mis en place en 2001, le programme du Swaziland veut construire des communautés urbaines saines et productives dans le domaine du VIH/SIDA. Pour atteindre cet objectif, une large gamme d'activités ont été entreprises dans plusieurs domaines programmatiques au courant des deux années passées.

Les résultats des activités de prévention incluent l'atteinte de plus de 45000 jeunes par l'éducation des pairs et des clubs d'écoles; 6500 clients atteints par les programmes de prévention de la

transmission de mère à enfant (PCMTC); 106 promotions VCT ont atteint 17000 résidents urbains dont 2600 ont subi le dépistage; et 1860000 préservatifs ont été distribués. En plus, les programmes de lieu de travail furent entrepris dans toutes les municipalités.

En ce qui concerne l'atténuation de l'impact, les soins à domicile ont été fournis à 3100 clients; 7600 orphelins ont été atteints à travers les points de soins des orphelins et de protection des enfants; une gamme de projets de sécurité alimentaire et des projets générateurs de recettes ont été exécutés; et une clinique de traitement antirétroviral dans la plus grande ville est opérationnelle.

Les conversations communautaires ont atteint 32000 résidents et 35000 personnes ont participé aux initiatives de mobilisation communautaire qui ont informé la planification et les entretiens avec les citoyens. Le développement des compétences, le contrôle et l'évaluation et la production des publications ont suivi.

### **Tanzanie**

Datant de 1999, l'adhésion d'AMICAALL Tanzanie comprend toutes les 23 villes et conseils municipaux, représentant une population urbaine d'à peu près 6,3 million. Les programmes cadres du chapitre se focalisent sur le plaidoyer, la prévention, les soins et le soutien et l'atténuation de l'impact.

AMICAALL Tanzanie a formé et soutenu 10 comités multisectoriels sur le SIDA des conseils municipaux dans la configuration de services, la préparation des profils municipaux, et les directions de service de lutte contre le VIH/SIDA. Des forums de

plaidoyer ont été facilités pour le partage d'expériences et l'apprentissage et le chapitre a soutenu le développement et la mise en œuvre des programmes de lieu de travail pour deux grandes villes. Le chapitre a aussi assisté aux efforts de contrôle et d'évaluation, il a aussi procuré une assistance spéciale au Zanzibar.

Toutes les 23 collectivités locales ont des plans de lutte contre le VIH/SIDA opérationnels intégrés dans le Cadre de développement à moyen terme où tous les conseils municipaux exécutent des interventions dans les domaines d'intérêt.

### **Ouganda**

Lancé en 2000, AMICAALL Ouganda inclut 110 municipalités et 34 divisions municipales. Les priorités clés de programme incluent le rehaussement de l'intégration de la lutte contre le VIH dans les collectivités locales et le renforcement des réponses multisectorielle soutenues. Ceci est accompli à travers le développement des dirigeants, le plaidoyer et le réseautage avec un accent particulier spécifique sur les étudiants et les groupes à haut risque.

Les interventions spécifiques d'AMICAALL pour rencontrer ces priorités incluaient le développement d'une trousse à outils d'intégration de la lutte contre le VIH pour les collectivités locales et la formation de 330 dirigeants urbains sur les processus. Huit municipalités ont été appuyées dans le développement des programmes de lieu de travail et trois conseils urbains ont formulé des arrêtés municipaux pour orphelins et enfants vulnérables (OVC) pour protéger les droits des enfants.

Une formation basée sur les compétences fut menée par les dirigeants urbains pour renforcer la

planification, la coordination et la gestion des réponses locales. Ce fut soutenu par des évaluations de besoins de capacités dans trois collectivités urbaines, la configuration des services de lutte contre le VIH/SIDA dans 10 conseils municipaux et des taskforces de lutte contre le SIDA mis en place dans 15 conseils municipaux. Une stratégie de communication de changement de comportement fut préparée et des consultations régulières avec les partenaires et les parties prenantes furent tenues.

Le programme de réduction des risques parmi les étudiants d'université incluent une analyse situationnelle suivi d'une formation de 86 pairs éducateurs qui ont atteint 8200 étudiants avec des messages de VIH, pendant que les services de VCT mobile en ont atteint 2300. Des jeux interuniversitaires basés sur des messages de lutte contre le VIH ont eu lieu et 10 points de distribution furent mis en place. L'accent sur les groupes à haut risque inclut une étude de vulnérabilité suivi de la formation de 56 pairs éducateurs provenant des groupes identifiés. Ces éducateurs ont atteint 5300 commerçants du sexe, les chauffeurs de taxi, les vendeurs dans les marchés et d'autres groupes le plus à risque. Des formations sur la sexualité et les compétences de vie pratique furent dispensés à 280 jeunes filles et 400000 préservatifs ont été distribués.

Les dirigeants locaux ont en fait conduit la réponse communautaire urbaine en Ouganda et ont influencé le changement de comportement positif.

### Zambie

Toutes les 72 collectivités locales sont membres d'AMICAALL Zambie, qui fut lancé en 2002. La stratégie du programme se focalisait sur l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement

Edition spéciale de la Lettre d'information de l'Alliance, Octobre, 2010

au niveau local, à travers le développement du leadership local et les opportunités économiques pour les personnes affectées par le VIH. Un programme de trois phases inclut une formation sur la conscientisation, le lieu de travail et la réponse communautaire et la mise en œuvre.

Les résultats du programme incluent:

- La formation de tous les 72 maires, présidents de conseils municipaux, Chefs/ Secrétaires d'administration des villes et urbanistes en réponse locale contre le VIH/SIDA
- L'élaboration de politiques de lieu de travail par 35 municipalités et la mise en place de comités de lieu de travail contre le VIH/SIDA par 38 municipalités.
- Un total de 18 collectivités locales a achevé le programme de renforcement des capacités d'AMICCAALL tout entier et six ont préparé leurs directions de services.
- Le programme de développement de leadership d'AMICAALL a atteint 420 conseillers municipaux – 25% de couverture jusque là.

L'une des initiatives vedettes en Zambie est appelée AA4, qui est partenariat exceptionnel entre la société civile, les collectivités locales et le secteur des affaires. AA4 établit des liens un groupe ciblé de 84 groupes de soutien PLHIV et des services de développement des affaires pour créer des entreprises viables dans 7 districts.

Le programme représente une stratégie d'atténuation durable à travers l'emploi et la génération de revenus.

## Aperçu et Conclusion

L'Alliance a fonctionné à différents niveaux pendant plus de dix ans maintenant et plusieurs leçons ont été apprises dans cette période. Ces leçons furent renforcées lors de la réunion. Quelques messages importants incluent:

1. Un leadership local efficace; technique comme politique, est critique pour conduire la réponse communautaire et influencer le changement de comportement. La réussite dans tous les pays a été attribuée aux maires qui pris le devant, l'implication de toutes les parties prenantes dans la planification et la mise en œuvre et une participation significative de la femme.
2. Le renforcement des capacités communautaires s'est aussi avéré un mécanisme pratique et viable dans la création de la participation des communautés. En plus de ceci, la préparation des profils municipaux et des directions de services de lutte contre le VIH/SIDA procure les informations et encouragent les dirigeants locaux à s'entretenir avec les fournisseurs de services et les communautés.
3. Le besoin de ressources additionnelles pour les initiatives d'AMICAALL à plusieurs niveaux est essentiel. Les chapitres d'AMICAALL ne peuvent pas survivre entièrement avec les cotisations ou les fonds de donateurs seulement, qui sont souvent imprévisibles. Un financement de base prévisible et durable tel qu'à travers les lignes budgétaires des collectivités et/ou les Conseils nationaux sur le SIDA et/ou les subventions du gouvernement central devrait être recherché pour suppléer le financement du programme des partenaires au développement. Les efforts de mobilisation d'appui technique

et financier interne et externes aux chapitres d'AMICAALL doivent continuer.

4. Il est aussi important qu'AMICAALL soit vu comme un 'projet' externe. Ca devrait plutôt être intégré comme fonction opérationnelle de base des collectivités locales à travers l'intégration et la création d'une masse critique par des programmes de réponses locales efficaces au VIH/SIDA. Le mandat d'AMICAALL est la coordination et la facilitation, non pas la mise en œuvre qui doit être de la responsabilité des collectivités locales mais avec l'appui du chapitre d'AMICAALL. Un contrôle et une évaluation efficaces, y compris l'information et la documentation officielle sont aussi critiques.
5. Des relations de travail fonctionnelles avec les associations nationales de collectivités locales sont importantes pour faciliter la mise en œuvre de programmes. Aussi, l'adhésion d'AMICAALL au CCM du Fonds mondial et à d'autres agences nationales est critique pour les opportunités de réseautage et de ressourcement.
6. Les programmes d'AMICAALL traitent d'une épidémie généralisée. Ceci signifie que sa propagation est attribuée à un certain nombre de facteurs, qui varie selon les pays. Il est critique, comme tel, de 'connaître l'épidémie' à travers la recherche et le recueillement de données étant donné que ça affecte des pays et des zones de collectivités locales.

Il est clair que des progrès significatifs ont été faits dans l'institutionnalisation et l'intégration de la lutte contre le VIH/SIDA dans les politiques, les plans et les programmes des pays membres de l'Alliance. Cependant, ceci est aussi une longue procédure qui requiert des efforts persistant, un leadership soutenu et des ressources. La question transversale clé qui ressort des exposés des pays

est celle de la pérennité des chapitres et programmes d'AMICAALL.

## **5. The Secretariat dit son mot**

Plusieurs questions stratégiques et opérationnelles importantes ont été présentées par le Secrétariat de l'Alliance pendant la rencontre des Directeurs des Programmes Pays (CPDs) lors des réunions de Pretoria. Ce fut l'occasion de discuter de ces questions dans les détails et convenir d'une plateforme commune et d'une voie à suivre.

### **Communication**

La Directrice de la Communication, Alice Simushi a confirmé que la communication efficace joue un rôle central dans la réalisation des objectifs de l'Alliance. Ceci à travers la création de valeurs pour les parties prenantes, l'attraction, la rétention et la motivation des partenaires stratégiques, le rehaussement de la réputation avec tous les auditoires et la minimisation de l'impact qu'une crise peut avoir sur les opérations.

Cependant, l'Alliance demeure sur une courbe d'apprentissage en ce qui concerne la pleine application de la communication organisation avec plusieurs défis à relever. Ces défis rendent difficile le recueillement et la compilation des informations pour les propositions aux bailleurs de fonds et pour partager et apprendre les uns des autres. L'Alliance peut faire un travail beaucoup mieux pour les chapitres si la communication est améliorée, ce qui est arrivé à travers un meilleur usage des moyens de communication disponibles et la fourniture d'actualités, de statistiques et de photos pour la lettre d'information et le site Web.

Les contraintes au Secrétariat et au niveau des chapitres ainsi que les solutions éventuelles à ce dilemme ont été discutées. Il a été convenu que la fourniture des informations mensuellement pour le Bulletin électronique était exigeant vu les autres pressions en présence, particulièrement dans les bureaux consistant d'une seule personne, et qu'une lettre d'information trimestrielle basée sur un thème serait une meilleure alternative. Il y a eu aussi consensus en ce que les rapports qui sont préparés dans le cadre des opérations normales, tel que les rapports trimestriels aux bailleurs de fonds, pouvaient être envoyés au Secrétariat comme actualités, ce qui va aboutir à moins d'effort additionnel.

Il a été convenu que le Bulletin électronique de être supprimé progressivement et être fusionné avec la lettre d'information trimestrielle et que les informations se rapportant au travail au niveau des chapitres soit partagées comme actualité sur le site Web, avec un lien aux actualités mensuelles des pays. L'opportunité fut saisie pour révéler le site Web rénové de l'Alliance qui est en train d'être finalisé.

Il y a eu approbation générale du plan de communication et du site Web rénovés, et l'acceptation du fait que le Secrétariat a besoin de savoir ce qui se passe sur le terrain au niveau des chapitres. Les CPDs se sont engagés à améliorer la communication extérieure et intérieure en fournissant des mises à jour d'informations régulières. Le Secrétariat s'est aussi engagé à s'assurer que le site Web soit gardé à jour avec les informations soumises avec un tableau de contrôle et d'évaluation mis à jour régulièrement.

### **Mobilisation des ressources**

Katy Bodkin, ancienne Directrice de la mobilisation de ressources, a expliqué que la stratégie de

mobilisation de ressources pour l'Alliance visait à améliorer la pérennité financière et technique du Secrétariat et soutenir le travail des chapitres nationaux d'AMICAALL. En tant qu'organisation régionale travaillant pour renforcer les capacités de collectivités locales, l'Alliance est placée stratégiquement pour attirer le soutien des partenaires au développement.

En plus, la création d'une plateforme de discussions en tant que mécanisme d'entretiens avec les différents partenaires de collaboration est une composante intégrante de la stratégie. Ceci parce qu'il est vital que le Secrétariat consulte les chapitres pour soumettre les propositions indiquées qui sont conformes à direction stratégique de l'organisation aux niveaux régional, national et local.

Un cadre de reporting de contrôle et d'évaluation (M&E) ensemble avec une base de données de bailleurs de fonds, une liste de suivi du financement et un manuel sur la mobilisation de ressources appuient les efforts de mobilisation de ressources.

La construction de relations et l'amélioration de la visibilité est critique pour établir une crédibilité et une mobilisation de ressource réussie. Les entretiens initiaux avec l'Union africaine et l'Organisation des premières dames africaines contre le SIDA en est une preuve, ensemble avec l'entretien des relations avec l'ONUSIDA et le PNUD. L'Alliance suit aussi les conférences et les événements qui seront utiles pour le réseautage.

Dans l'idéal, l'Alliance cherche un financement de base multi-pays auprès d'un petit groupe de grands bailleurs de fonds institutionnels identifiés stratégiquement. Des demandes de financement ont été récemment soumises à un certain nombre de partenaires potentiels y compris l'UNIFEM,

l'UNICEF, le PNUD, l'Union européenne, Southern Africa Trust, la Banque mondiale et Global Giving.

La réalité est qu'à cause du repositionnement stratégique des bailleurs de fonds, il y a moins de financement disponible, et la rivalité entre les récipiendaires est féroce. Les bailleurs de fonds veulent aussi une preuve de l'impact réel et un système M&E cohérent, partant du local vers le régional, est vital.

La voie à suivre proposée inclut un accent intensifié sur l'amélioration de la portée, la visibilité, les réseaux et les partenariats pour faire meilleur usage des systèmes et organisations existant. Travailler en partenariat entre le Secrétariat et les chapitres, les gouvernements, les Conseils nationaux sur le SIDA, les partenaires des ONG et les bailleurs de fonds seront une haute priorité.

Les CPDs ont convenu que le Secrétariat devrait la face visible de l'Alliance et le principal mécanisme de réseautage, ce qui rend approcher les bailleurs de fonds au niveau local plus facile. Il a été reconnu qu'un financement à long terme était nécessaire mais la mobilisation de ressources prend du temps.

Des mises à jour régulières sur les bailleurs de fonds potentiels et la circulation de l'information étaient requises. Il a été proposé qu'un forum pour discuter spécifiquement de la mobilisation de ressources se tienne à la prochaine réunion annuelle en vue de partager les expériences sur la démarche envers les bailleurs de fonds et comment mieux travailler ensemble.

### **Programme d'appui technique, Secrétariat du Commonwealth**

Suite à une requête d'appui technique, le Secrétariat du Commonwealth a accepté de procurer les services d'un Conseiller régional sur le

VIH/SIDA et la gouvernance à temps plein. Terry Parker a été nommé à cette fonction et sera basé au Secrétariat de l'Alliance pour une période de deux ans partant de mars 2010.

Cette tâche inclut une gamme d'activités d'appui technique destiné à renforcer les capacités du Secrétariat à exécuter ses fonctions de base et à mieux soutenir les chapitres nationaux. La tâche est en grande partie basée sur la demande et donne l'occasion aux chapitres d'AMICAALL de gagner quelque chose de cet appui technique dans le cadre des objectifs et activités convenus.

En termes pratiques, la tâche se focalise principalement sur la capture et l'analyse des expériences et l'apprentissage dans la mise en œuvre des réponses au niveau local. Ceci en vue d'informer le développement et la mise en œuvre des programmes à venir et aussi évaluer l'impact. Etant donné que la plupart de programmes nationaux d'AMICAALL sont en cours depuis un bon bout de temps (dans certains cas depuis presque dix ans) une expérience et une connaissance considérables ont été générées ce qui garantit une attention académique et pratique partant d'une perspective régionale.

Une série de résultants, d'activités et de cibles ont été développées pour atteindre les objectifs de renforcement de la planification, de l'évaluation, des partenariats, de la mobilisation de ressources et de la coordination de programmes. Les plus importants parmi ceux-ci sont :

- La préparation d'un cadre de M&E simple, qualitatif,
- Le développement d'un manuel sur les lignes directrices sur la gestion efficace de programmes de lutte contre le VIH/SIDA pour les collectivités locales basés sur l'apprentissage des chapitres,

- Identifier là où le Secrétariat peut mieux soutenir les chapitres particulièrement pour s'entretenir avec les partenaires au développement,
- La contribution aux produits de la gestion et des ressources de la connaissance, la préparation d'étude de cas et d'autres publications, des lignes directrices, etc.

Le Conseiller régional à l'intention de visiter autant de chapitres nationaux que possible pour recueillir des données et des informations pour informer ces tâches, et aussi pour fournir toute assistance aux chapitres selon le besoin.

### **Fonctionnement du Secrétariat**

La Directrice exécutive de l'Alliance, Ayanda Nabe a rapporté que le Secrétariat est actuellement en train de travailler sur le rapport annuel 2009 et que les informations et réactions au niveau des pays sont requises pour inclusion. Le Secrétariat a accepté de procurer un format pour les rapports et il a aussi demandé aux chapitres de soumettre leurs rapports annuels et d'autres publications en copies électroniques.

Tous les membres de l'Alliance, à l'exception du Swaziland, ont des arriérés de paiement de la cotisation de l'Alliance. L'importance du prompt paiement des frais fut soulignée comme étant d'aide pour la couverture des frais de fonctionnement et comme engagement tangible à l'Alliance. Les CPDs ont confirmé l'importance de faire partie de l'Alliance et ont accepté de mettre en œuvre cette requête.

La Directrice exécutive a aussi renforcé les problèmes autour des déficiences dans la communication et la provision de l'information par les chapitres, constatant qu'il n'est pas possible

d'apprendre les uns des autres si les chapitres ne s'engagent pas au partage de l'information. Les CPDs ont confirmé leur engagement à s'améliorer sur ce point dans l'avenir.

## **6. Forum des donateurs/ Partenaires au développement**

---

Etablir et entretenir des relations stratégiques avec les partenaires au développement travaillant dans les secteurs du VIH/SIDA et de la gouvernance est crucial pour le travail de l'Alliance.

Avec ceci en tête, dans le cadre de sa stratégie de mobilisation de ressources et de pérennité, l'Alliance a organisé un forum de donateurs/ partenaires au développement en marge des réunions statutaires. La réunion, qui a connu la participation des partenaires bilatéraux et multilatéraux y compris le PNUD, Irish AID, les ambassades suédoise et danoise, visait à fournir aux partenaires au développement actuels et potentiels des informations récentes sur le travail du Secrétariat de l'Alliance et les 13 chapitres.

Des exposés d'information générale sur l'Alliance, son histoire et son but, ses structures dirigeantes et la stratégie d'AMICAALL ont été faits par le Président de l'Alliance, le premier vice, le Président du Comité technique permanent et la Directrice exécutive. L'accent fut mis sur les approches de bonne gouvernance, le leadership, les partenariats stratégiques, les réponses locales et l'expansion de l'adhésion à l'Alliance.

Un résumé du travail fait au niveau des pays fut présenté par Kenneth Mwansa, Coordonateur national d'AMICAALL en Zambie, qui a fait un exposé sur les programmes de l'Afrique australe et de l'Est, et Narcisse Chimi, Coordonateur national au Cameroun, sur l'Afrique centrale et de l'ouest.

Les exposants ont confirmé qu'à travers les programmes réussis mis en œuvre par les collectivités locales, les gouvernements nationaux et les parties prenantes reconnaissent que les collectivités locales sont bien placées pour réagir face à l'épidémie du VIH/SIDA. Les maires africains et les élus locaux ont relevé ce défi et ils ont intégré une réponse urbaine au VIH/SIDA, piloté, approprié et intégré dans des opérations municipales.

Cependant, il existe des défis inhérents pour la voie à suivre. Ceux-ci incluent les entraves structurelles aux réponses décentralisées, la nature généralisée de l'épidémie qui requiert une réponse complète à facettes multiples et la pénurie de ressources financières et humaines. Néanmoins, les exposants ont conclu en renforçant l'idée que les maires et élus locaux africains demeurent hautement engagés à AMICAALL et ses principes. Le rôle des dirigeants est crucial pour des interventions effectives, soutenues par des communautés formées et une participation effective des femmes.

Les partenaires au développement ont aussi eu l'occasion de poser des questions, et les questions discutées incluent les relations avec les autres organisations continentales, les opportunités et les défis d'expansion, les origines du mandat politique de l'Alliance, les partenariats, les liens en aval, la continuité par rapport une grande participation de conseillers municipaux, la valeur ajoutée de l'Alliance au niveau régional et l'atteinte des objectifs stratégiques, entre autres.

En plus, les partenaires ont informé l'auditoire de quelques initiatives qu'ils entreprennent. Irish AID, en particulier, a partagé le résultat d'une étude sur la régionalité dans les réponses au VIH/SIDA. Cette étude a conclu que le but d'une programmation régionale était de renforcer les communautés culturelles, économiques, épidémiologique et

politiques afin d'appuyer et compléter les réponses nationales. Ceci en particulier là où il existe des questions sensibles et le plaidoyer régional est préféré, et pour le partage de connaissances et la promotion de la collaboration transfrontalière.

Le PNUD a fourni des informations sur les initiatives des bureaux régionaux et pays visant à renforcer les réponses au VIH/SIDA au niveau municipal, et confirma la continuité du travail avec AMICAALL. L'une des initiatives importantes est l'étude focalisée sur la gouvernance sur 15 villes africaines, sur qu'elles dans le domaine du VIH/SIDA, aboutissant à une feuille de route sur le renforcement de capacités. AMICAALL sera invité à participer à cette étude.

Comme ce forum était destiné principalement comme une introduction et un aperçu de l'organisation, il a été convenu que l'Alliance va suivre chacun des partenaires de collaboration qui ont participé à la réunion. AMICAALL va aussi faire un suivi avec ceux qui ont exprimé un intérêt mais étaient dans l'incapacité d'être présents personnellement pour explorer une coopération éventuelle basée sur les synergies identifiées.

## **7. Révision de la Constitution de l'Alliance**

L'occasion fut saisie à l'Assemblée générale de l'Alliance pour considérer des questions structurelles importantes qui ont été soulevées au cours des années qui ont justifié une évaluation de la Constitution de l'Alliance. La constitution a été amendée pour la dernière fois en 2003.

Les membres ont constaté que la Constitution de l'Alliance était fondée sur les principes de simplicité de forme et de procédures de fonctionnement, de légitimité, de transparence et d'efficacité. L'étendue et l'urgence de la situation du VIH en

Afrique exigent une organisation flexible avec la capacité de répondre plutôt qu'une structure qui est prise en otage par des procédures juridiques.

La réunion a aussi observé que la Constitution avait besoin de refléter la notion que la force de l'Alliance réside dans la solidarité, la bonne volonté et la détermination de ses membres pour travailler ensemble sur des réponses locales au VIH et le développement local.

Les membres ont convenu que les principes fondateurs devraient demeurer garantis par la Constitution. Cependant, l'Alliance a cru et a évolué depuis que cette constitution fut adoptée pour la première fois, et des leçons ont été apprises qui doivent être prises en compte dans un document amendé. En conséquence, quelques amendements furent adoptés qui reflètent la nature évolutive de l'organisation et en vue de s'assurer que la constitution rencontre les exigences actuelles.

### **Titres et Définitions (Article 2)**

Il y a eu une certaine confusion dans le passé en ce qui concerne les titres des postes de l'Alliance, tel qu'entre le Coordinateur de l'Alliance et les coordinateurs nationaux d'AMICAALL. Une terminologie contemporaine et plus appropriée fut considérée plus indiquée. Comme tel, il fut décidé de changer le titre de Coordinateur de l'Alliance en *Président*, le Secrétaire exécutif en *Directeur exécutif* et Comité de coordination en *Conseil exécutif*. Bien que n'étant pas une question constitutionnelle, il fut aussi noté que les Coordinateurs nationaux d'AMICAALL vont désormais s'appeler *Directeurs de Programmes Pays*.

La réunion a aussi clarifié que la définition du *Maire Responsable municipal* signifie maires or chefs politiques, qu'il/elle soit élu ou nommé, de collectivités locales et n'inclut pas les fonctionnaires municipaux tels que les directeurs d'administrations urbaine ou municipale, les directeurs généraux, etc. Cependant, le rôle crucial des fonctionnaires nommés dans les processus stratégiques et de mise en œuvre fut reconnu.

Des amendements ont été furent aussi adoptés pour clarifier que les associations nationales et les chapitres nationaux sont représentés dans l'Alliance par soit le Président d'AMICAALL ou un autre responsable élu du programme d'AMICAALL au sein de l'association, le président du chapitre d'AMICAALL.

### **Adhésion à l'Alliance (Article 6)**

Quelques membres ont soulevé la question de la représentation institutionnelle aux réunions de l'Alliance où l'association de collectivités locales et un chapitre national d'AMICAALL existent, ce chapitre sera reconnu comme membre de l'Alliance.

Un amendement fut aussi adopté pour simplifier le processus d'approbation de nouveaux membres de l'Alliance. Ce pouvoir réside maintenant auprès du Conseil exécutif au lieu de l'Assemblée générale.

Etant donné les facteurs extérieurs et les autres variables qui peuvent affectent l'habilité d'un membre à payer sa cotisation, un amendement fut adopté pour accroître la période pendant laquelle un membre peut avoir des arriérés avant de perdre de la qualité de membre de 12 à 24 mois.

### **Assemblée générale (Article 10)**

Etant donné que les assemblées générales ne se tiennent plus forcément aux Sommets Africités, un amendement fut adopté permettant une flexibilité dans programmation des futures assemblées générales et ne pas être borné à Africités. Il a été aussi décidé de limiter le nombre de représentants par pays à deux, en vue des contraintes de ressources et à l'éventuelle influence des décisions basées sur le poids des nombres.

Un amendement pour requérir le vote aux assemblées générales de se faire normalement avec bulletins secrets sauf si déterminé autrement, tel qu'adopté.

### **Président (Article 11)**

Afin de protéger la légitimité de l'organisation, une exigence que le président et les vice-présidents soient actuellement des maires ou chefs politiques en exercice d'une collectivité locale en Afrique fut adopté. Cet article fut aussi clarifié en expliquant que le Président et les Vice-présidents sont élus par l'Assemblée générale et non pas nommés.

### **Conseil exécutif (Article 12)**

Le nombre de membres cooptés du Conseil exécutif fut réduit de quatre à deux, étant donné l'évolution de l'organisation et l'intégration de plus d'expérience parmi les membres. L'amendement a aussi prévu que les membres cooptés ne sont pas éligibles pour être élus comme président or vice-président.

La Constitution était précédemment silencieuse sur les questions de vacances temporaires sur le Conseil exécutif et la situation d'un membre étant

incapable de prendre part à une réunion (sauf les votes par procuration). Il a été considéré essentiel que les principes fondateurs et la légitimité de l'Alliance soient protégés en s'assurant que seulement les maires ou les responsables municipaux en exercice occupé des postes en tant qu'élus dans les structures de gouvernance de l'organisation.

Des amendements furent convenus que là où un membre est incapable de se rendre à une réunion pour quelque raison que ce soit, une vacance temporaire de membre du Comité exécutif surgit. Une personne bien qualifiée du même pays peut être nommée par le pays membre pour participer à la réunion ou pour le reste du mandat s'il y a vacance. Si le pays membre ne parvient pas ou ne souhaite nommer un remplaçant, le Président, en consultation avec les deux Vice-présidents, peuvent procéder à la nomination.

Suite à un exposé sur un document de discussion sur les pouvoirs et responsabilités du Conseil exécutif, il a été décidé de les incorporer dans la Constitution convenablement. Les éléments suivants ont été adoptés pour inclusion:

Les responsabilités globales du Conseil exécutif seront de:

- Déterminer la vision globale, la mission et les politiques de l'Alliance et suivre le progrès dans l'atteinte de ces dernières ; et dans ce contexte, déterminer les termes de référence de toute évaluation stratégique du travail de l'Alliance comme requis, y compris leur fréquence et leur coût, mener de telles évaluations et évaluer leurs recommandations
- Assurer la bonne gouvernance à travers une responsabilité globale pour les stratégies et les activités de l'Alliance, en dirigeant et non pas en gérant ;

- Apporter un leadership fort et des conseils en mettant les expériences et les connaissances des membres au profit de l'Alliance ;
- Prendre des décisions sur les questions qui peuvent être légalement traitées par le Conseil ou que le Conseil a réservé pour ses propres décisions.

Les principes fondamentaux des membres du Conseil incluront la responsabilité :

- pour des conseils politiques appropriés à l'Alliance ;
- d'agir raisonnablement et prudemment en toute matière se rapportant aux affaires de l'Alliance ;
- d'agir collectivement et dans le meilleur intérêt de l'Alliance ;
- d'éviter tout conflit d'intérêt entre leurs intérêts personnels et les intérêts de l'Alliance, ou entre leurs intérêts dans une organisation ou un chapitre national différente et les intérêts de l'Alliance ;
- de mobiliser des ressources pour l'Alliance, communiquer avec le Secrétariat et le soutenir dans les activités de l'Alliance et dans son fonctionnement;
- d'approuver tous les rapports à présenter à l'Assemblée générale.

### **Comité technique permanent (Article 13)**

Etant donné la probabilité des fluctuations d'adhésion au TSC technique selon le nombre de partenaires au développement travaillant avec l'Alliance à un point quelconque, il a été convenu que le nombre de membres du TSC soit amendé de huit à au moins cinq personnes représentant les partenaires techniques de l'Alliance.

### **Secrétariat exécutif (Article 14)**

Selon le papier de discussion du Conseil exécutif, des dispositions complémentaires se rapportant au pouvoir du Conseil de considérer et approuver des changements dans la rémunération du personnel ou de la grille des salaires et de ratifier les questions provenant de procédures de grief des employés ont été adoptées.

### **Finances and Ressources (Article 15)**

Des amendements ont été adoptés pour clarifier le pouvoir du Conseil exécutif de surveiller le progrès de budget, approuver les dépenses additionnelles ou extraordinaires et de nommer les signataires des comptes bancaires d'alliance sur conseil du Maire de la ville de Windhoek et de la Directeur exécutive.

## **8. Résumé des questions et décisions clés des réunions statutaires**

---

### **Comité Technique Permanent (TSC)**

Le TSC s'est réuni du 7 au 8 août pour exercer son mandat de fournir des conseils technique et de superviser les ressources et l'exécution de programmes. En plus du Secrétariat de l'Alliance et des représentants des directeurs de programmes pays (CPDs) Kenneth Mwansa et Narcisse Chimi, le Président, Fisho Mwale, a aussi souhaité la bienvenue aux représentants de Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLUA), Charles Patsika et Samuel Kaninda, ainsi qu'à Daniel Molokele de World AIDS Campaign (WAC) à la réunion.

Les questions principales abordées et les résultats des délibérations sont :

- La proposée conférence d'AMICAALL sur le VIH/SIDA et les collectivités locales demeurent à l'ordre du jour et est explorée en éventuelle collaboration avec CGLUA et d'autres partenaires.
- L'exploration des stratégies liées à l'expansion de l'adhésion à l'Alliance, étant donné l'intérêt de plus de pays, est en cours continue et sera abordée lors des réunions statutaires.
- L'adhésion du TSC a chuté à cause de la diminution du nombre de donateurs et des contraintes financières. Il a été convenu que CGLUA, WAC, le Forum des collectivités locales du Commonwealth et la Banque mondiale soient invités à rejoindre le Comité, éventuellement aussi une représentation de corporations et du secteur bancaire. Les représentants des CPDs au TSC pour l'année suivante seront Rachel Basirika (Namibie) et Narcisse Chimi (Cameroun).
- CGLUA demeure engagé au partenariat avec l'Alliance selon le protocole d'accord (MoU). Ceci en dépit des divisions politiques courantes, qui font l'objet des efforts tentant de le résoudre. Le travail selon les programmes continue et un plan de travail pour opérationnaliser le MoU, lié au Programme Gouvernance, Plaidoyer et Développement Décentralisé pour l'Afrique (GADDEPA), a été préparé et accepté au niveau technique. Il attend une approbation officielle de l'exécutif de CGLUA. Il a été convenu que le domaine d'intérêt de l'Alliance est de lutter contre le VIH/SIDA et ceci ne doit pas être perdu pendant que CGLUA résout ses questions internes.
- Comme rapporté par la Directrice exécutive, le Secrétariat a un besoin de ressources à plus long terme. Un appui technique actuellement est fourni par les Services volontaires outre-mer (VSO) et le Secrétariat du Commonwealth (ce n'est que pour deux ans cependant) assisté de stagiaires d'université, pour compléter les deux postes du personnel à temps plein. Un poste de

Directeur de programme embauché directement à plus long terme est urgemment requis.

- Le Bulletin électronique de l'Alliance sera supprimé progressivement et remplacé par un bulletin d'information trimestriel rehaussé et un nouveau site Web.
- Le système de gestion de la performance de l'Alliance et le manuel d'opérations ont été présentés et approuvés.
- Le TSC a salué le nouveau programme d'appui technique du secrétariat du Commonwealth.
- L'invitation à participer à la conférence des collectivités locales du Commonwealth qui se tiendra à Cardiff, au Pays de Gales, en mars 2011 et a y tenir une session en atelier a été notée. L'alliance sera représentée par le Président, la Directrice exécutive et le CPDs Kenneth Mwansa de Zambie et DR John Mugisa d'Ouganda (ça dépendra des finances).
- Après l'exposé du WAC sur le plaidoyer, le lobby, le leadership, l'information et les opportunités de financement, il a été d'explorer un partenariat stratégique entre l'Alliance et WAC.
- Un suivi sera fait les partenaires au développement ciblé stratégiquement après le forum des donateurs dans un effort de mobiliser des ressources additionnelles.
- Le rapport financier et le plan de travail du Secrétariat ont été présentés, considérés et approuvés.

### **Conseil Exécutif**

Le Conseil exécutif de l'Alliance (EC) s'est réuni le 9 août sous la présidence du Président, M. Ayebi Gilbert Manouan de la Côte d'Ivoire. Etaient aussi présents: le Vice-président, M. Peter Muwanga (Ouganda) et Atoine Amie Assouh (Cameroun). Les membres qui étaient présents sont : M. Salim Kisauji (Tanzanie), M. Sanou Aïcha Traore (Burkina Faso), Richard Mutiya Yumbe (Zambie), Ismael

Pijoo Nganate (Namibie), Boniface Ochieng Awuor (Kenya) et Themba Dlamini (Swaziland). Le membre coopté Fisho Mwale et les directeurs de programme pays Margret Jobita (Kenya), Kenneth Mwansa (Zambie) et Rudolph Maziya (Swaziland), ainsi que la Directrice exécutive Ayanda Nabe et le personnel du Secrétariat et de secrétariat, étaient également présents. Monsieur le Maire Matheus Shikongo de la Namibie n'a pas pu venir, en dernière minute.

L'EC a délibéré longuement sur des questions relevant de son mandat politique et de coordination et a pris plusieurs décisions principales qui guideront l'Alliance à l'avenir, à savoir :

- l'adoption des documents procéduraux y compris le système de gestion de la performance et le manuel d'opérations, ainsi que les rapports financiers, le rapport d'audit et le plan de travail ;
- les domaines d'intérêt opérationnels principaux dans l'avenir immédiat seront : l'expansion et le renforcement des partenariats stratégiques, la mobilisation de ressources, renforcer les capacités du Secrétariat, rehausser la gestion des connaissances avec le site Web rénové et la lettre d'information améliorée pour remplacer le Bulletin électronique et renforcer les processus de gouvernance ;
- la réalité que le financement pour l'Alliance et le Secrétariat est dur et seul les dépenses essentielles selon les lignes budgétaires approuvées ne peuvent être contractées;
- salutation du programme de soutien technique du secrétariat du Commonwealth et appréciation du programme continu avec les services volontaires d'outre-mer (VSO) ;
- stratégies pour l'expansion de l'adhésion à l'Alliance, étant donné que l'intérêt exprimé du Bénin, de la République démocratique du Congo, du Ghana, de la Guinée-Bissau, du Mozambique, du Nigéria, du Rwanda, de la Sierra Leone, du Togo et du Zimbabwe de rejoindre l'Alliance. Il est important de s'assurer des programmes de qualité et non le

nombre des membres de l'Alliance impliquant plus de pays et selon de telles ressources sont requises. Cependant l'expansion des membres en raison de l'intérêt est essentielle pour maintenir la légitimité de l'organisation comme organisme panafricain. Les critères d'adhésion seront réexaminés et des investigations menées sur les réponses locales au VIH/SIDA que les membres potentiels ont déjà en place, le niveau de l'engagement politique et le potentiel pour des partenariats dans les pays.

- toutes les cotisations de l'Alliance non payées doivent être réglées au plus tard en fin décembre 2010.
- qu'en dépit des divisions politiques au sein de Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLUA), le protocole d'accord avec l'Alliance est opérationnalisé. L'EC a confirmé que le VIH/SIDA transcende la politique et que l'Alliance en tant qu'entité doit maintenir son attention et maintenir l'indépendance et l'autonomie, mais sans impact sur le droit de chaque membre de le faire pendant comme il veut en ce qui concerne CGLUA.
- convenir que les pouvoirs et responsabilités révisés de l'EC qui doivent être garantis dans la constitution amendée de l'Alliance soient soumis à l'Assemblée générale pour considération
- le prolongement du contrat de la Directrice exécutive, Ayanda Nabe, en reconnaissance du travail exceptionnel abattu.

En outre, le dialogue stratégique a eu lieu sur les options pour la ré-configuration de l'organisation, évaluer si les structures fonctionnent comme elles le devraient, en particulier le Comité technique permanent, la valeur ajoutée continue de l'Alliance et le rôle du Secrétariat. Ces discussions seront abordées par les nouveaux dirigeants afin de s'assurer que l'Alliance reste pertinente et efficace dans l'environnement contemporain de fonctionnement.

#### Assemblée Générale

La cinquième Assemblée générale triennale des membres de l'Alliance s'est tenue le 10 août. L'Assemblée a été présidée par le Président, M. Ayebi Gilbert Manouan (Côte d'Ivoire). Y étaient aussi présents les Vice-présidents, M. Peter Muwanga (Ouganda) et Atoine Amie Assouh (Cameroun). Les membres qui y étaient présents sont: M. Sanou Aïcha Traore (Burkina Faso), Boniface Ochieng Awuor (Kenya), Abdel Kader Sidibé (Mali), Ismael Pijoo Nganate (Namibie), Themba Dlamini (Swaziland), Salim Kisauji (Tanzanie) et Richard Mutiya Yumbe (Zambie). Les Directeurs de programme pays Margret Jobita (Kenya), Rudolph Maziya (Soudan) et Kenneth Mwansa (Zambie), ainsi que la Directrice exécutive, Ayanda Nabe et le personnel du Secrétariat étaient également présents. Le membre honorifique Fisho Mwale s'est occupé de la dernière partie de la réunion.

L'Assemblée générale, étant l'organe de prise de décision suprême de l'Alliance, a considéré une gamme des questions stratégiques et structurelles au cours de la réunion. Les questions principales sur la table et les décisions ont inclus :

- u
  - ne évaluation du progrès sur l'accomplissement des objectifs stratégiques convenus. Les questions principales discutées étaient
    - le besoin de relations de travail efficaces avec les associations de collectivités locales,
    - des meilleures recherches et des publications,
    - le besoin d'améliorer la communication entre le Secrétariat et les chapitres d'AMICAALL,
    - le nouveau site Web d'alliance,
    - le financement et les limites de compétences,
    - le besoin de mobiliser des ressources (et les efforts en cours à ce propos),
    - contrôle et évaluation,
    - la durabilité de l'organisation,
    - la crédibilité des chapitres,
    - le renforcement des rapports avec les partenaires stratégiques,

- l'évolution de l'Alliance et le besoin de la redynamiser pour s'assurer qu'elle demeure pertinente,
- la visibilité de l'Alliance dans les forums et les structures africaines

Ces questions seront poursuivies par les nouveaux dirigeants de l'Alliance et le Secrétariat l'année prochaine.

- La réanimation des chapitres inactifs et de ceux potentiellement en danger. À cet égard, un dialogue positif est en cours avec l'association sud-africaine de collectivités locales (SALGA) pour restaurer le chapitre de l'Afrique du Sud. La prochaine réintroduction des élections locales au Malawi devrait présenter l'occasion au chapitre malawien autrefois réussi de réapparaître. Les discussions coopératives sont également en cours en ce qui concerne les questions détournant les chapitres au Kenya et le Burkina Faso ; ce qui devrait être résolu d'une manière satisfaisante sous peu,
- L'adoption des recommandations du Conseil exécutif sur l'expansion de l'adhésion à l'Alliance,
- La présentation des rapports financiers et du rapport d'audit pour 2009. L'Assemblée a noté qu'encre l'Alliance a reçu un rapport sans reproche,
- accord de remplacer le Bulletin électronique par un site Web rénové et un bulletin trimestriel amélioré,
- une considération détaillée et l'adoption des amendements à la constitution de l'Alliance. Référez-vous à l'article séparé pour plus de détails,
- les cotisations resteront inchangées et les membres doivent apurer leurs cotisations non payées doivent être réglées.

Selon la constitution de l'Alliance, le Président a présenté son rapport triennal à l'Assemblée, notant que l'organisation apprend, évolue et mûrit. Monsieur le Maire Manouan a confirmé que le plan stratégique doit guider l'organisation, soutenue par

un contrôle et une évaluation robuste et des communications efficaces. La mobilisation de ressources et les capacités techniques étaient les questions institutionnelles principales, et à cet égard il a pris acte avec appréciation l'appui fourni par le Programme de Partenariat ONU-AMICALL et particulièrement sa directrice Mme. Mina Mauerstein-Preseur.



*Les membres du Conseil exécutif de l'Alliance avec le personnel du Secrétariat après les réunions statutaires tenues en août 2010, à Pretoria*

Les partenariats stratégiques sont cruciaux pour la pérennité de l'organisation et sont un secteur principal d'intérêt. Le Président a aussi décrit l'expansion de l'adhésion à l'Alliance e comme étant crucial pour le maintien de la pertinence et la crédibilité de l'organisation. En conclusion, M. Manouan a remercié son équipe dirigeante, le Secrétariat et les partenaires pour leur appui et contributions, notant que l'Alliance est bâtie sur la solidarité et la détermination collectives de ses membres, et est seulement aussi forte que son adhésion. Le texte intégral du rapport triennal de M. Manouan sera disponible sous peu sur le site Web de l'Alliance.

Les élections des mandataires pour les trois années suivantes est également une condition constitutionnelle de l'Assemblée générale, et ceci abouti à l'élection de M. Peter Muwanga d'Ouganda comme président de l'Alliance, assisté de Mme Sanou Aïcha Traore du Burkina Faso en tant que première vice-présidente et M. Themba

Dhlamini du Swaziland en tant que deuxième vice-président.

Les cinq membres élus au Conseil exécutif étaient :

M. Ayebi Gilbert Manouan (Côte d'Ivoire)

M. Atoine Amie Assouh (Cameroun)

M. Abdel Kader Sidibé (Mali)

M. Ismael Pijoo Nganate (Namibie),

M. Richard Mutiya Yumbe (Zambie),

Ils seront rejoints par les membres cooptés Salim Kisauji (Tanzanie) et Boniface Ochieng Awuor (Kenya), ainsi que M. Matheus Shikongo de la ville hôte du secrétariat, Windhoek.

L'ancien coordonnateur de l'Alliance, M. Salim Kisauji a annoncé qu'il ne se présentait pas aux prochaines élections locales en Tanzanie et donc ne se présenterait pas à l'élection en tant que membre de l'EC (bien qu'il fût éligible à la nomination en tant que membre coopté). Maire Kisauji a été avec l'Alliance depuis 2002 et a dirigé l'organisation pendant des périodes parfois difficiles. Il a exprimé son appréciation aux collègues pour leur appui et a souhaité à la nouvelle équipe dirigeante plein succès, notant que les postes ne sont pas aussi roses qu'ils le paraissent; ils exigent du travail dur et gérer beaucoup de pressions. Le président a réciproqué en remerciant M. Kisauji pour ses contributions, notant qu'il a apporté la sagesse, l'humilité et la fraternité à l'organisation.

Dans ses remarques d'adieu, le Président sortant M. Manouan a avisé qu'il restait prêt à soutenir passionnément l'Alliance. Il a félicité les nouveaux

dirigeants de l'exécutif et a remercié l'ancien Comité de coordination et la Directeur exécutive pour leur soutien. M. Manouan a rendu un hommage et une appréciation spéciaux sur le directeur de ressource, Katy Bodkin, qui a achevé sa tâche de VSO avec le Secrétariat. Il a passé ses meilleurs vœux à tous dans le combat contre le VIH/SIDA.

En acceptant leur élection avec appréciation, premièrement M. Muwanga a noté que c'était une équipe forte engagée à AMICAALL. Il a exprimé sa gratitude pour le bon travail abattu au niveau des pays, et a promis de continuer et d'intensifier cet effort. L'expansion de l'Alliance sera la nouvelle priorité du Président, ainsi que travailler avec les partenaires de collaboration. M. Muwanga a également exprimé son soutien total au Secrétariat et au personnel et attend avec intérêt de travailler ensemble avec. Maire Traore a remercié le président sortant et a exprimé son appréciation pour la confiance placée en elle. Elle espère apporter la perspective de la femme au combat contre le VIH et le SIDA. M. Dhlamini a également apprécié la foi montrée en lui et au Swaziland. En tant que joueur d'équipe, il est engagé à renforcer l'Alliance, pour fixer des niveaux élevés et servir la population.

La réunion s'est terminée par une rencontre d'au revoir en l'honneur de Fisho Mwale à l'occasion de sa retraite de son poste officiel après treize ans de service.

**L'ALLIANCE DES MAIRES ET DES RESPONSABLES MUNICIPAUX SUR  
LE VIH/SIDA EN AFRIQUE  
(L'ALLIANCE)**

**P. O. Box 60401  
Katutura, Windhoek  
Namibie  
Téléphone: + 264 61 226 377 or + 264 61 224 730  
Télécopie: +264 61 227 890**

[www.amicaall.org](http://www.amicaall.org)

**Ayanda Nabe**  
**Directrice Exécutive**  
exec.secretary@amicaall.org.na

**Alice Mwanaumo Simushi**  
**Directrice de la Communication**  
communications@amicaall.org.na

**Claudia Moono**  
**Assistante à la Communication**  
comms.assistant@amicaall.org.na

Cette édition spéciale de la Lettre d'information a été rendue possible grâce au soutien et à l'apport de :  
Le Conseil exécutif de l'Alliance, Les directeurs de programme pays de l'AMICAALL, et les partenaires de  
l'Alliance et le Secrétariat.